

5 mai 2019

Les intellectuels Français et l'Europe

Alors que l'Union entre les Européens est menacée comme rarement elle l'a été, de l'intérieur comme de l'extérieur, nombre d'intellectuels français prennent l'occasion des prochaines élections du Parlement européen pour décocher leurs flèches assassines. Il n'est pas de critique assez mordante, pas d'adjectif assez blessant pour vilipender les égarés qui croient encore aux vertus de l'unité entre les Nations. L'Europe suscite parmi nos intelligences les mieux considérées une irrésistible vague de regret et d'amertume. Risquons un petit florilège de leurs sarcasmes.

Parmi les critiques les plus zélés on trouve d'abord ceux qui, à vrai dire, n'ont eux-mêmes pas d'opinion sur le sujet de l'Europe. Ce qu'ils ne lui pardonnent pas, c'est de n'être pas aimée, de « n'avoir jamais su vraiment intéresser les Français ». Cette disgrâce supposée les incline à recommander de s'abstenir de tout zèle inutile. Ainsi contribuent-ils eux-mêmes, à la mesure de leur crédit, à la désaffection générale.

D'autres s'en tiennent à l'imparable dichotomie entre la basse œuvre de l'économie et le noble travail de la culture et de l'esprit. L'Europe, le saviez-vous, c'est d'abord une affaire de marché, de concurrence et de consommation : au mieux du médiocre, au pire du néolibéral. Mais comment peut-on reprocher à l'Europe tout ensemble son penchant libéral et sa propension à édicter des règles, des règles jugées absurdes si elles nous touchent, insuffisantes si elles ne nous protègent pas ? Un constat équitable obligerait à considérer l'« acquis » de la législation européenne en matière de droits individuels, sociaux et environnementaux. Il établit l'espace européen comme le plus avancé au monde lorsqu'il s'agit de respecter le droit à la vie privée, de lutter contre les discriminations, pour la sécurité et la santé sur le lieu de travail, et de promouvoir le principe de précaution. Car le marché ce n'est pas seulement la libre circulation, c'est aussi, dans la vision européenne, les règles qui la conditionnent et qui ne relèvent pas, si les mots ont un sens, du néolibéralisme.

D'autres encore sont impressionnés par la maïeutique néo keynésienne. Ils tiennent avec assurance que l'Euro est responsable de la langueur de notre économie en privant la France de l'arme du taux de change pour assurer sa compétitivité et de l'arme du déficit public pour doper sa croissance. Ainsi plusieurs décennies de recours infructueux à l'une ou l'autre de ces thérapeutiques ne les ont pas impressionnés. Pourtant il serait facile de mettre en doute la validité de leur pressentiment en observant ce que font les pays européens non membres de l'Euro et donc en principe affranchis de ces contraintes : leurs gestions budgétaires et monétaires sont plus rigoureuses encore que celle des pays membres de l'Euro en moyenne.

Beaucoup de ces détracteurs ne manquent pas de se proclamer « européens », et même parfois « fédéralistes », manière de souligner leur rancœur à voir l'Europe confiée à de si mauvaises mains. On touche ici un point sensible. Si l'Europe trouve si peu de grâce aux yeux de nombre de nos intellectuels, c'est que décidément elle est bien peu française, sans doute beaucoup trop allemande et surtout de plus en plus étrangère. A l'exception notable d'un Michel Barnier qui a la bonne fortune d'être notre compatriote et qui plus est défend remarquablement l'unité des 27 dans la tempête du Brexit, ce sont trop de Timmermans, de Tusk, de Trojani et de Verstaeghen, sans rien dire de ce

Juncker qui porte l'inexpiable faute d'être « le chef de l'évasion fiscale ». Cette attitude fréquente, souvent combinée à une certaine arrogance (*La France n'a-t-elle pas vocation à éclairer l'humanité ?*) porte un tort considérable au crédit de notre pays auprès de ses partenaires européens.

Revenons sur la fiscalité en Europe, objet de critiques récurrentes. Pour nos penseurs, il suffirait d'un claquement de doigt pour que l'Union d'un coup, telle la citrouille transformée en carrosse, passe de la concurrence fiscale au régime de l'harmonisation fiscale. Nos fées ignorent ce qu'est en réalité le lent processus de la convergence des politiques européennes. Elle ne s'est pas faite d'un coup, mais dans un apprentissage tissé de négociations et de concessions mutuelles acquises dans la durée. C'est dans la durée que, pour la plupart des politiques communes, on est passé de l'unanimité à la majorité qualifiée (malheureusement pas encore en matière de fiscalité, mais on y viendra !) ; dans la durée aussi que le Parlement européen est devenu un vrai Parlement, votant le budget et les lois. Le temps et le sens du compromis, si étranger à la culture politique française, sont le prix à payer pour habiter démocratiquement la diversité. Nous invitons les contempteurs impatientes de l'Europe à prendre la mesure du temps qu'il faut pour construire les solidarités de fait dont parlait Schuman et du temps qu'il faut aussi pour les humaniser. Le Brexit nous aide pourtant à mesurer et la grandeur et la fragilité de ce qui nous relie. En cas de malheur, d'éclatement ou de paralysie de l'UE, toujours possible, nos oracles français l'auront prédit. S'il ne survient pas, ils penseront qu'ils auront servi à le conjurer.

Avoir toujours raison, c'est peut-être la faiblesse cachée de certains de nos intellectuels. Il leur manque la curiosité nécessaire pour se laisser surprendre, pour admettre ce que l'Europe comportera toujours d'inconnu.

Dans l'immédiat, ne laissons pas la critique nécessaire des insuffisances de l'Union européenne, critique positive, facteur d'amélioration progressive de cette construction politique unique, devenir une critique de l'Union européenne en soi. Ne mélangeons pas les genres. Or, c'est ce qui se produit automatiquement lorsque la critique est sans nuance, à charge et sans équilibre.

Nous avons plus que jamais besoin d'Europe, face aux impérialismes, face à la menace écologique. C'est un besoin politique, en termes de souveraineté. C'est aussi un besoin civilisationnel, celui d'un ensemble géographique qui s'est toujours efforcé de concilier la liberté de la Personne, la force cohésive de l'Etat, et la grandeur du Spirituel. Nulle part ailleurs, cet équilibre n'est parvenu à se constituer de la même manière. C'est pour le défendre, l'approfondir, et le renouveler que nous avons, avant tout, mais grandement, besoin des intellectuels aujourd'hui.